

# À Caen, la fin du dialogue social

Dans l'antenne de Normandie-Caen, les relations avec la direction se tendent de plus en plus. Erreurs d'encadrement ou indifférence au dialogue social, le scénario des bons (la direction et les cadres) contre les méchants (Représentants de Proximité, délégués syndicaux, salariés) qui se met en place ne présage rien de bon pour l'avenir. Dernière provocation en date : mettre sur le dos des représentants du personnel une situation qu'ils ont dénoncée. On vous raconte.

L'« Équipe de veille locale » de Caen se réunit une fois par trimestre. On y évoque de façon confidentielle les difficultés personnelles ou relationnelles de salariés, pour raisons de santé, sociale ou autre. Autour de la table : psychologue du travail, médecin du travail, RRH, IRH, animateur prévention sécurité, Représentant de Proximité, deux salariés volontaires, direction et chefs de service.

La dernière réunion a eu lieu le 12 janvier et s'est déroulée normalement.

Deux jours après cette réunion, les représentants du personnel ont reçu une alerte pour un accident du travail concernant un cadre. Il s'agirait, selon la direction d'un choc psychologique après avoir appris les propos accusateurs tenus à son encontre par une déléguée syndicale et un salarié lors de cette réunion.

L'étonnement est de mise : la direction régionale répète à chaque réunion de l'Équipe de veille locale que les débats doivent rester confidentiels. Une raison évidente à cela : ça doit permettre de discuter sereinement et avec impartialité de toutes les situations, la direction décidant alors des suites à donner. Mais apparemment cette fois, la confidentialité a été trahie par la direction elle-même. Sous couvert de régler un problème, la direction n'a rien trouvé de mieux que de dénoncer ceux qui l'ont alertée. C'est inadmissible ! Non seulement elle a sciemment violé la confidentialité de l'Équipe de veille mais en plus elle inverse la charge de la responsabilité de cet accident du travail : ceux qui ont alerté sur l'existence d'un problème sont officiellement devenus responsables de son aggravation.

Avec cette attitude de déni et de manipulation, le climat social en Normandie ne peut qu'aller de mal en pis. Le tableau est pourtant déjà alarmant et c'est bien la direction de cette entreprise qui en porte la responsabilité : l'absentéisme bat des records, les absents ne sont pas remplacés, les postes sont gelés, il faut faire toujours plus avec toujours moins. Moins aussi dans le porte-monnaie puisque les salaires restent bloqués.

Sur tous ces sujets et les autres, les représentants CGT pensaient pouvoir encore apporter leur expertise et leur rôle de conciliateurs au sein de l'Équipe de veille locale et autres instances. Désormais, il apparaît clairement que la direction cherche avant tout à les discréditer, en les accusant de tous les maux.

Nous ne nous laisserons pas faire. N'inversons pas les responsabilités sur le malaise ambiant. La direction serait bien inspirée de commencer par balayer devant sa porte.

Caen, le 25 janvier 2022